



JOURNÉE D'ECHANGE SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU SCOLAIRE

Réseau Sénégal

Mercredi 9 avril 2025

Salle Cap Science, Bordeaux



COMPTE RENDU

❖ Rappel des objectifs

Le programme Solidarité Eau en partenariat avec la Cellule de Planification, de Coordination et de Suivi des Programmes (CPCSP), la Direction de l'Assainissement (DA) du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement du Sénégal (MHA), les Agences de l'Eau françaises, et l'Agence Française de Développement, organise dans le cadre de l'animation du Réseau Sénégal et de la Plateforme Sénégal, une journée d'échange et de partage avec des acteurs de France soutenant des actions au Sénégal dans le secteur de l'Eau et de l'assainissement (opérateurs de projet, associations de migrants, collectivités territoriales, bureaux d'études, entreprises etc.).

Cette journée institutionnelle du réseau Sénégal, dédiée aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, s'est tenue à Bordeaux le mercredi 9 avril 2025 et a porté sur le thème de l'accès à l'eau et l'assainissement en milieu scolaire au Sénégal, ainsi que des échanges et retours d'expérience entre acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale sur la structuration de projets avec des collectivités sénégalaises.

Les intervenants de cette journée institutionnelle du réseau Sénégal ont été Dame Ndiaye, Chef de la division des opérations au sein de la Cellule de Planification, de Coordination, et de Suivi des Programmes du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement Sénégalais, Emmanuel Diatta, Chef de la division ingénierie sociale au sein de la Direction de l'Assainissement du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, les maires élus des communes de Chamboulié en France, Madame Betty Dessine, et de Ndiagne au Sénégal, Monsieur Mansour Sour, et Issa Diagne, Président de l'Afrique Chez Vous. La session a été animée par le pS-Eau.

❖ Rappel du déroulé de la journée

Heure	Activités	Intervenant
10h -10h30	Accueil des participants	-
10h30 – 11h00	Ouverture de la journée et introduction des participants	pS-Eau
11h00 – 11h30	Point d'actualité du secteur Eau et Assainissement au Sénégal	CPCSP
11h30 – 12h15	Table ronde : Retour d'expérience des maires de Ndiagne et Chamboulié sur le projet d'assainissement en milieu scolaire à Louga	Maire de Chamboulié Maire de Ndiagne Afrique Chez Vous pS-Eau
12h15 – 14h00	Pause déjeuner / cocktail	-
14h00 – 15h00	Introduction des enjeux et défis du secteur assainissement en milieu au Sénégal	Direction de l'Assainissement
15h00 –15h30	Caractérisation des projets eau et assainissement en milieu scolaire sur les 10 dernières années (2015-2024)	pS-Eau

❖ Ouverture de la journée

La séance a été ouverte par le pS-Eau avec une revue du programme de la journée d'échange et une présentation des intervenants dont une majorité était en déplacement depuis le Sénégal. Une présentation du Programme Solidarité Eau (pS-Eau) a également été réalisée.

Valérie Bayche, Directrice des Solidarités et de la Coopération internationale à l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, également point focal inter-agences sur les questions de coopération internationale, est intervenue pour rappeler le soutien des Agences de l'Eau au pS-Eau à travers une nouvelle convention de partenariat inter-agences, entrée en vigueur en janvier 2025. Elle a souligné le rôle essentiel des Agences de l'Eau dans l'accompagnement technique et financier des acteurs engagés dans la coopération décentralisée, au Sénégal comme à l'international. Elle a également présenté les grandes lignes du douzième programme des Agences de l'Eau, qui, malgré un contexte politique et financier national constraint, permettra de poursuivre le financement d'actions de coopération et de solidarité internationales pour les six prochaines années. Si les modalités de financement ont évolué, elles restent globalement similaires à celles du programme précédent. Enfin, Valérie Bayche a mis en avant le rôle spécifique de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne en tant que chef de file pour le suivi des projets au Sénégal, un positionnement justifié par son partenariat de longue date avec l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) sur le territoire du bassin-versant du fleuve.

❖ Actualités du secteur de l'Eau et de l'Assainissement au Sénégal

Dame Ndiaye, Chef de la division des opérations au sein de la Cellule de Planification, de Coordination, et de Suivi des Programmes du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement Sénégalais a démarré la journée en présent les actualités du secteur de l'Eau et de l'Assainissement au Sénégal. Le Sénégal faisant face à des défis majeurs dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, aggravés par la croissance démographique, l'urbanisation rapide et les impacts du changement climatique. En réponse, un nouveau cadre stratégique est en cours d'élaboration à travers la **LPSD (Lettre de Politique Sectorielle de Développement)**, s'appuyant sur une approche participative à plusieurs niveaux, incluant des Concertations Nationales sur l'Eau et l'Assainissement et les Comités Régionaux de Développement.

D'importantes avancées ont été enregistrées, notamment un taux d'accès à l'eau potable de 96,5 % en 2023 et des investissements de plus de 150 milliards FCFA. Toutefois, le rendement du réseau reste faible (60-70 %), avec des pertes importantes. Le secteur de l'assainissement a également progressé, avec un taux d'accès urbain de 88,9 % et rural de 58,6 %, bien que des inégalités persistent, notamment en zones périurbaines.

Le gouvernement sénégalais mise sur des **approches intersectorielles** (eau-énergie-agriculture-environnement), la **mobilisation de financements innovants** (Fonds Bleu, Fonds Vert Climat, PPP) et de **grands projets structurants** comme les « Autoroutes de l'Eau » pour sécuriser l'accès à l'eau à long terme de plusieurs régions.

Sur le plan institutionnel, des réformes structurantes ont été entreprises, notamment la création d'une **Haute Autorité de Régulation**, de l'**OFOR**, et la consolidation des entités

comme la SONES et l'ONAS. L'accent est également mis sur l'inclusion sociale, l'égalité des genres, la tarification solidaire, et l'emploi.

Enfin, la stratégie sectorielle 2025–2029 vise un accès universel, équitable et durable à l'eau et à l'assainissement à l'horizon 2030, alignée avec les ODD, l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et la stratégie nationale de développement, dans une logique de résilience, d'innovation et de gouvernance améliorée.

Echanges avec la salle

Cette intervention présentant les actualités du secteur Eau et Assainissement au Sénégal a suscité de nombreuses questions et réaction du public. Les voici retranscrites.

- *Est-ce que le Fonds Bleu peut supporter des projets de coopération décentralisée à travers son mécanisme de financement? (Valérie Bayche)*

Deux mécanismes de financement prévus dans le Fonds Bleu, un guichet social, « guichet Ole », pour réaliser des branchements pour les quartiers les plus démunis, un guichet privé pour accompagner les opérateurs en DSP.

- *Est-ce que les nouvelles orientations sectorielles sont concertées avec le secteur de la Santé ? (Jean-Paul Dussausse)*

Depuis plusieurs années déjà l'approche Nexus est intégrée aux politiques sectorielles. Il existe ainsi des projets Eau/Environnement/Santé mis en œuvre par les ministères dans ce cadre.

- *Quelles sont les attributions des mairies en terme de gestion de l'eau et de l'assainissement en milieu scolaire ? (Issa Diagne)*

Les maires sont en charge du développement des services d'eau et d'assainissement dans les établissements de leur commune. Ils peuvent donc s'emparer du sujet pour réaliser des travaux d'infrastructure sous réserve qu'ils consultent les services techniques du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement et de l'Inspection Académique (IEF) au niveau régional.

- *Quelle est l'orientation du secteur en terme de désalinisation de l'eau de mer pour la production d'eau potable ? (Monique Bappel)*

Un grand projet de dessalement de l'eau de mer est en développement dans le quartier des Mamelles à Dakar. La production de 100 000m³/jour sera assurée par ce projet.

D'autres expériences dans les îles sont opérationnelles. Néanmoins le Sénégal priorise les grands transferts d'eau depuis le lac Guiers. Ces transferts vont être développés dans les années à venir.

- *Existe-t-il une possibilité de cofinancement des projets de solidarité internationale/coopération décentralisée dans les nouvelles orientations sectorielles ? (Moussa Diaw)*

Il existe effectivement des dispositifs de cofinancement des projets via les services de l'état comme l'OFOR, qui réalise des branchements domiciliaires et propose son

expertise technique. Le pS-Eau propose un accompagnement des porteurs de projet pour les mettre en relations avec ces interlocuteurs au Sénégal.

❖ **Table ronde : Retour d'expérience des maires de Ndiagne et Chambouliive sur un projet d'assainissement en milieu scolaire à Louga**

Dans d'idée d'animer ce retour d'expérience d'un projet de coopération décentralisée au Sénégal, une table ronde a été organisée entre Betty Dessine, maire de Chambouliive, Mansour Sour, maire de Ndiagne, et Issa Diagne, président de l'Afrique Chez Vous.

Issa Diagne a initié les échanges de la table ronde et présentant l'association dont il est président, l'Afrique Chez Vous. D'une association culturelle créée à Limoges et visant à faire découvrir la culture africaine sur le territoire français, l'Afrique Chez Vous a commencé à s'intéresser à la mise en œuvre de projets de coopération décentralisée au Sénégal en réalisant plusieurs écoles, un lycée, des moulins et le raccordement de 83 en villages de la commune de Sakal en eau potable entre 2002 et 2024.

S'en est suivi la participation à un appel à projet de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne pour couvrir 6 écoles du département de Louga en infrastructure d'assainissement avec le support de la commune de Chambouliive. Le projet d'assainissement en milieu scolaire a ainsi parmi la construction de 56 latrines dans ces 6 écoles, permettant d'approcher ou de couvrir les standards préconisés par l'OMS, et de former les élèves aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement.

Betty Dessine est ensuite revenue sur l'origine de son engagement dans ce projet initié par l'association *L'Afrique Chez Vous*. Tout a commencé lors d'une semaine africaine organisée dans une école de la commune de Chambouliive, en Corrèze, événement qui a suscité une volonté forte, tant de la part de la mairie que de l'équipe municipale, de s'impliquer dans la solidarité internationale. C'est ainsi que la commune s'est engagée à porter le projet proposé par *L'Afrique Chez Vous*, d'un montant total de 125 000 €, financé à 80 % par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. Cela représentait tout de même un effort financier de 25 000 € pour la commune. Malgré sa petite taille — seulement 1 200 habitants — Chambouliive démontre qu'il est tout à fait possible de piloter et de réussir des projets de solidarité internationale, traduisant ainsi concrètement les valeurs citoyennes portées par la collectivité.

Afin de représenter les élus du département de Louga bénéficiaires de ce projet de coopération, M. Mansour Sour, maire de la commune de Ndiagne, a partagé son retour d'expérience. Sa commune a notamment bénéficié de la construction de dix latrines dans l'une des quatre écoles locales, qui accueillait 273 élèves mais ne disposait initialement que de deux latrines pour l'ensemble des élèves et des enseignants. La mise en place de ces infrastructures sanitaires a permis un rapprochement avec les standards nationaux et ceux de l'OMS. Le respect de la dimension genre a également favorisé une meilleure intégration des filles, en particulier durant leurs périodes menstruelles, contribuant ainsi à réduire significativement leur taux d'absentéisme. Enfin, ce projet a eu un effet catalyseur en incitant le maire à s'engager davantage dans d'autres initiatives

du secteur de l'eau et de l'assainissement, notamment en œuvrant pour la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable de sa commune.

Autre fait intéressant, la réussite des projets de coopération peut permettre la mobilisation d'autres collectivités à s'engager sur des projets de coopération. Ainsi le Syndicat des Eaux de Puits la Forêt, en lien avec la commune de Chamboulive, vient de valider son engagement sur un projet d'adduction d'eau sur la commune de Gandon sur le département de Saint-Louis.

Echanges avec la salle

- *Y-a-t-il eu des oppositions au sein de la population et/ou du conseil municipal lors du vote du projet ? (Jean-Paul Dussausse)*

Effectivement les questionnements n'ont pas manqués lors des consultations de la population et du conseil municipal mais à force d'explications d'exposition des valeurs portées par la communes ces oppositions ce sont rapidement dissipées.

- *Quelles ont été les contraintes majeures à la mise en œuvre du projet ? (Emmanuel Diatta)*

Issa Diagne est revenu sur les difficultés à financer l'étude initiale du projet à l'échelle de 6 communes. En effet aucune des communes ne souhaitait initialement s'engager financièrement pour l'étude peut être par manque de visibilité sur la suite du projet. Heureusement de part ses relations avec un bureau d'étude professionnel et local, Issa a réussi à faire réaliser l'étude sans financement.

Un second problème était de trouver un entrepreneur ayant la capacité d'initier les travaux sans apport de fonds. Le projet a d'ailleurs essuyé une expérience malheureuse avec un premier entrepreneur et à dû relancer un processus de sélection d'un second entrepreneur.

Valérie Bayche est intervenue pour indiquer que les Agence de l'Eau permettent un décaissement de 70% du montant de la subvention au démarrage du projet dans l'optique de ne pas mettre en péril l'équilibre financier des entreprises et organisation mettant en œuvre les projets. Les 30% restants sont versés au solde de la convention.

- *Comment s'est organisé l'Afrique Chez Vous en terme d'ingénierie financière, pour mobiliser les fonds en local ? (Moussa Diaw)*

Chaque commune a dû engager des fonds pour la réalisation des infrastructures au prorata des coûts de chacune des infrastructures réalisées. Une nouvelle difficulté est que seules 3 des 6 communes ont payé à ce jour.

- *Quelles sont les activités de sensibilisation mises en œuvre sur ce projet ? Quel est le cadre de gouvernance pour la maintenance des ouvrages et le partage des bonnes pratiques entre écoles bénéficiaires ? (Aude Bouchet-Madelaine)*

L'ensemble des élèves, des enseignants et des parents d'élèves a bénéficié d'une formation dispensée par la Brigade de l'Hygiène du département de Louga. Trois sessions ont été organisées dans chacune des écoles concernées. Par ailleurs, des groupes d'élèves, composés de représentants de tous les niveaux scolaires et fonctionnant sur un système de rotation, ont été mis en place pour assurer le nettoyage régulier des toilettes, sous la supervision des enseignants. En ce qui concerne les produits d'entretien, chaque famille contribue au moment de la rentrée scolaire par une participation financière destinée à constituer un stock suffisant pour l'année.

- *Quelles sont les actions de réciprocité prévues dans le cadre de ce projet ? (Moussa Diaw)*

Dans la commune de Chamboulié, des séances de sensibilisation ont été menées au sein de l'école locale, en étroite collaboration avec la directrice de l'établissement. Parallèlement, des visites des chantiers de réhabilitation des réseaux d'assainissement en cours dans la commune ont été organisées. Celles-ci visaient à établir un parallèle avec les actions entreprises dans le cadre du projet mené au Sénégal, permettant ainsi de mieux comprendre les enjeux communs liés à l'assainissement. Par ailleurs, l'organisation d'une fresque de l'eau est à l'étude à Chamboulié, dans le but de renforcer la sensibilisation autour des enjeux de l'eau de manière ludique et participative.

Des ateliers de sensibilisations ont été organisés par l'Afrique Chez Vous dans la région de Limogé à destination des collectivités de la région. S'en est suivi la mobilisation d'autres élus de nouvelles collectivités.

❖ **Introduction aux enjeux, défis et actions mises en œuvre au Sénégal dans le secteur de l'Assainissement en milieu scolaire**

Monsieur Emmanuel Diatta, Chef de la division ingénierie sociale au sein de la Direction de l'Assainissement du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement à présenté les enjeux et défis du sous-secteur de l'assainissement en milieu scolaire au Sénégal. Il dresse un panorama des problématiques structurelles et spécifiques liées à l'assainissement scolaire. Malgré des avancées, l'accès aux services d'assainissement reste inégal, surtout en milieu rural. La pression démographique croissante complique l'extension des infrastructures, déjà limitées et parfois inefficaces, notamment pour le traitement des boues de vidange et des eaux usées, posant de sérieux risques sanitaires et environnementaux.

Le financement constitue un obstacle majeur car le coût élevé des infrastructures, associé à une faible maintenance et à un manque d'appropriation communautaire, compromet leur durabilité. Les projets restent fortement dépendants de financements extérieurs. Par ailleurs, l'engagement communautaire est encore faible, entravé par un déficit de sensibilisation et des résistances socioculturelles. Sur le plan institutionnel, la multiplicité des acteurs entraîne un manque de coordination, tandis que la décentralisation reste incomplète, freinant l'efficacité des interventions locales. Cependant, des perspectives positives émergent grâce à l'introduction d'approches communautaires (comme l'ATPC), de technologies innovantes (toilettes sensibles au genre, valorisation des boues) et de partenariats public-privé visant une gestion durable du secteur.

En ce qui concerne les enjeux spécifiques à l'assainissement en milieu scolaire, M. Diatta souligne l'impact direct sur les conditions sanitaires et la santé publique. Un bon niveau d'assainissement permet de réduire l'incidence des maladies hydriques et infectieuses, contribuant ainsi au bien-être des élèves et à un cadre scolaire plus sain. L'assainissement scolaire influence aussi la scolarisation et la réussite éducative. Des infrastructures adaptées favorisent un environnement propice à l'apprentissage et réduisent significativement l'absentéisme, notamment celui des filles durant leurs menstruations. Cela a des répercussions positives sur leur scolarité et leur réussite académique. La question de l'égalité des genres est également centrale. L'accès à des toilettes séparées pour filles et garçons est fondamental pour garantir la dignité, la sécurité et l'intimité des élèves, en particulier des adolescentes. Le manque de dispositifs pour la gestion de l'hygiène menstruelle peut entraîner des abandons scolaires précoce chez les filles.

Enfin, l'assainissement scolaire contribue à la protection de l'environnement et à la promotion de comportements durables. Une bonne gestion des déchets solides et liquides réduit la pollution et assure un cadre de vie sain pour les élèves. L'éducation à l'assainissement dès le plus jeune âge est essentielle pour inculquer des pratiques responsables et respectueuses de l'environnement.

A travers sa présentation M. Diatta a réussi mettre en évidence les défis complexes et interconnectés du sous-secteur de l'assainissement en milieu scolaire au Sénégal. Il propose également des pistes d'amélioration à travers des approches innovantes, un renforcement de la gouvernance et la mise en place de partenariats stratégiques pour un développement durable du secteur.

Echanges avec la salle

- *Les boues issues de l'assainissement sont-elles culturellement bien acceptées au Sénégal ? Que fait la Direction de l'Hydraulique pour en promouvoir l'usage au niveaux des territoires ? (Jérémy Guérin)*

Après un démarrage difficile des projets de réutilisation des boues issues d'assainissement pour des aspects sociaux-culturels, la Direction de l'Assainissement organise des séances de sensibilisation au cas par cas selon les difficultés rencontrées sur les projets. La DA a par exemple planifié des séances d'échange afin de faire visiter des projets fonctionnels (zone des Niayes) et de lever les tabous. Le cas d'un projet de biodigesteur a été développé.

La Direction de l'Assainissement développe des séances de sensibilisation sur l'assainissement productif en milieu scolaire et cherche à diversifié les canaux/médias de communication. Elle vise une bonne acceptation des projets de réutilisation à horizon 5 à 10 ans.

- *Existe-t-il une synergie entre les services de l'assainissement et de l'éducation pour sensibiliser les élèves et les professeurs dans les établissements scolaires ? (Issa Diagne)*

Réflexion conjointe en cours sur l'élaboration de modules de formation en milieu scolaire entre Direction de l'Assainissement et Inspection Académique. Ce genre de modules pourrait être proposé dans aux élèves dans les années à venir.

- Existe-t-il un suivi/évaluation des infrastructures d'assainissement réalisées par les porteurs de projets de la part de la Direction de l'Assainissement ? Notamment en terme d'infrastructures de traitement par filtres plantés. (Louise Bonnel)
- La Direction de l'Assainissement est-elle intéressée pour suivre le développement « pilote » de cabines pour la gestion des menstruations dans les établissement scolaire (Roland Hauswald)

Les services régionaux de la Direction de l'Assainissement réalisent un suivi effectif des installations réalisées par les porteurs de projets aux étapes clefs des projets (conception, démarrage, remise). De plus une direction spécifique de contrôle existe au niveau national. M. Diatta incite les porteurs de projets à se rapprocher des services techniques au niveau régional (Direction de l'Assainissement et ONAS) pour leur présenter leur travaux en amont des réalisations et convenir du suivi adéquat à réaliser.

❖ **Caractérisation des projets Eau et Assainissement en milieu scolaire au Sénégal sur les 10 dernières années (2015-2024)**

L'équipe du pS-Eau a analysé les données extraites de sa base données afin de proposer de caractériser les projets « Eau et assainissement en milieu scolaire » au Sénégal, portés par les acteurs de la coopération décentralisée française.

Ainsi, entre 2015 et 2024, sur les 226 projets recensés dans la base de données, 96 développent un volet scolaire et 49 sont entièrement dédiés à des activités scolaires. Les volumes financiers engagés sur ces projets représentent un total de 40,1 millions d'euros.

Les projets couvrent dans plus de 60% des cas les thématiques eau et assainissement au sein des écoles ciblées, ce qui traduit une bonne compréhension des enjeux de la part des acteurs et une volonté d'avoir un fort impact sur l'amélioration des conditions d'accès à l'eau et à l'assainissement au sein des établissements scolaires. Un quart des projets se concentre sur l'assainissement au sein des écoles sans travailler sur le volet eau, et un projet sur dix ne travaille que sur la thématique eau sans considérer la thématique assainissement. Près de 40% des projets proposent des activités de sensibilisation des élèves et professeurs de manière claire et bien détaillée, ce volet reste à développer et à fortifier une meilleur efficacité dans la gestion des édifices en milieu scolaire. Le pS-Eau y veillera pour une améliorer la pérennité des ouvrages.

Seuls 5% des projets s'attaquent à la thématique de gestion des déchets solides au sein des établissements scolaires. Cette thématique étant un enjeu de taille il serait intéressant que plus de projets considèrent cette thématique.

Concernant le portage des projets, près de 60% des projets ayant un volet scolaire sont portés par des associations type ONG, et plus d'un tiers par des collectivités territoriales françaises. Enfin un quart des projets en milieu scolaire sont financés dans le cadre projet de coopération décentralisée entre collectivité française et une collectivité sénégalaise.

La cartographie des projets montre une concentration dans les régions de Dakar, Thiès, Saint-Louis et les Niayes, et des zones comme le centre et la Casamance encore sous-desservies.

Les principaux défis identifiés sont l'atteinte des standards internationaux, l'uniformisation des ouvrages, l'accès à l'eau, et la gestion durable des infrastructures. Les points forts incluent l'investissement sur l'avenir des enfants et la contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD) 4 et 6.

Le pS-Eau souligne l'importance de la coopération décentralisée et des partenariats pour surmonter les défis et améliorer l'impact des projets.

Afin de répondre à ces défis le pS-Eau a prévu de poursuivre au cours de cette année 2025, les échanges avec les acteurs sénégalais institutionnels et de la société civile en organisant un atelier sur la thématique et en s'engageant à rédiger une note de capitalisation sur les modèles de gestion pour la maintenance des ouvrages d'assainissement en milieu scolaire.

De plus le pS-Eau met à disposition des acteurs de coopération décentralisée non gouvernementale des guides techniques pour la mise en place de projets eau et assainissement en milieu scolaire et appuyer à structurer la maintenance et bonne gestion des ouvrages réalisés. Ces guides sont disponibles sur la base de données en ligne du pS-Eau (<https://www.pseau.org/outils/biblio/>)

Voici deux guides tout particulièrement indiqués pour la mise en œuvre de projets eau et assainissement en milieu scolaire :

- [SMC: Guide 5: Gérer les toilettes et les douches publiques](#); pS-Eau – 2010
- [Guide des bonnes pratiques: Amélioration des conditions d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement en milieu scolaire](#); Le Partenariat - 2021
- [Guide méthodologique pour les projets EHA en milieu scolaire](#); Le Partenariat - 2022

Pour finir vous pouvez solliciter une séance d'appui/conseil avec le pS-Eau si vous souhaitez un accompagnement pour structurer votre projet sur la thématique.

❖ Clôture et conclusion

Cette journée d'échanges riches et stimulants a permis de dresser un panorama clair et actualisé des enjeux, des défis, mais aussi des avancées et perspectives du secteur de l'eau et de l'assainissement au Sénégal.

La présentation introductory de M. Dame Ndiaye nous a rappelé l'ampleur des efforts déjà entrepris par l'État sénégalais : taux d'accès à l'eau potable atteignant 96,5 %, mise en œuvre de projets structurants tels que les « Autoroutes de l'Eau », création d'instances de régulation, promotion de la solidarité tarifaire, et volonté d'inclusion et d'égalité des genres. L'élaboration participative de la nouvelle Lettre de Politique Sectorielle de Développement marque une étape cruciale vers une gouvernance plus intégrée et

résiliente du secteur, dans un contexte de changement climatique et de pression démographique croissante.

Les échanges nourris avec la salle ont témoigné de l'intérêt et de l'engagement des acteurs de coopération, notamment autour de la mobilisation de financements innovants, de la place des collectivités locales dans la gestion des services, et des synergies à renforcer entre les secteurs (santé, éducation, environnement).

La table ronde a quant à elle mis en lumière le rôle fondamental de la coopération décentralisée dans l'amélioration concrète des conditions de vie, à travers l'exemple inspirant du projet d'assainissement scolaire à Louga. Ce projet a démontré qu'avec de la volonté politique, un partenariat fort entre collectivités françaises et sénégalaises, et une mobilisation communautaire efficace, il est possible d'avoir un impact direct, durable et équitable. L'accent mis sur la scolarisation des filles, la formation des élèves, et la pérennité des ouvrages est venu renforcer la portée transversale et inclusive de l'action.

Enfin, l'intervention de M. Emmanuel Diatta a replacé l'assainissement en milieu scolaire comme un levier essentiel pour la santé, l'éducation, l'égalité des genres et l'environnement. Il a rappelé combien les défis restent importants, mais aussi combien les pistes de solutions existent, à condition de renforcer la coordination des acteurs, de développer les approches communautaires, et d'encourager les innovations techniques, sociales et financières.

En conclusion, cette journée a non seulement renforcé notre compréhension des dynamiques en cours au Sénégal, mais a surtout permis de mettre en réseau les acteurs engagés ici et là-bas, de partager des expériences concrètes, et d'ouvrir des perspectives de collaboration futures. Les ponts existent entre institutions, collectivités, associations, entreprises et citoyens. Il nous appartient désormais de les consolider, pour bâtir ensemble un avenir dans lequel l'accès à l'eau et à l'assainissement soit garanti pour toutes et tous, dans la dignité et la durabilité.

Concernant les activités à venir, des échanges avec les acteurs institutionnels sénégalais et les représentants de la société civile ont été engagés à travers l'organisation d'un atelier thématique, accompagnés d'un engagement à produire une note de capitalisation portant sur les modèles de gestion en faveur de la maintenance des infrastructures d'assainissement en milieu scolaire.

La prochaine réunion du réseau Sénégal devrait être organisée sur le dernier trimestre de l'année 2025 probablement à Paris.

Le programme Solidarité Eau remercie chaleureusement tous les intervenants et participants pour leurs contributions, ainsi que les partenaires, Agences de l'Eau et Agence Française de Développement, qui ont rendu cette journée possible.

➤ **Liste des participants**

N°	Prénom	Nom	Fonction / Structure
1	Aude	Bouchet-Madelaine	Cheffe de projet relations internationales ; Mairie de Cenon
2	Boubacar	Coulibaly	Président ; Diaspora Action Sénégal
3	Aïta Laty	Gueye	Service civique ; Mairie de Cenon
4	Rokhaya	Cissé	Stagiaire relations internationales ; Mairie de Cenon
5	Thomas	Labarre	Chargé d'opérations ; Mairie de Cenon
6	Virginie	Reynaert	Chargée relations internationales ; Saint-Cyr-Sur-Loire
7	Jean-Paul	Dussausse	Président ; 6C Agence
8	Shanisse	Marester	Stagiaire ; Pompiers Solidaires
9	Joël	Guillemin	Chargé projet ; Pompiers Solidaires
10	Louise	Bonnel	Chargé de mission EHA ; Le Partenariat
11	Elvire	Alexandrowich	Chargée appui projets EAH ; HAMAP Humanitaire
12	Aurélie	Chambon	Présidente ; Kids Sans Frontière
13	Abdou	Diop	Actuaire ; AIRS France
14	Irène	Njiry Nana	Secrétaire ; Les Sénégaulois
15	Yé Nadia	Ouattara	Stagiaire ; Dynam'eau
16	Moussa	Diaw	Chef de projet ; So Coopération
17	Rokhaya	Diagne	Chargée de recherche ; So Coopération
18	Mamadou Lamine	Badji	Président ; ARMB

19	Roland	Hauswald	Président ; ACAD
20	Monique	Bappel	Présidente ; Teranga Terre Crue
21	Boubacar	Badji	Membre ; ARMB
22	Dame	Ndiaye	Chef de division des opérations, CPCSP - MHA
23	Emmanuel	Diatta	Chef de division ingénierie sociale ; Direction de l'Assainissement - MHA
24	Mansour	Sour	Maire de Ndiagne, Sénégal
25	Issa	Diagne	Président ; L'Afrique Chez Vous
26	Betty	Dessine	Maire de Chamboulive
27	Valérie	Bayche	Agence de l'Eau Adour-Garonne
28	Basile	Diouf	Animateur plateforme Sénégal ; pS-Eau Dakar
29	Jérémy	Guérin	Chargé de mission Antenne Bordeaux & Nouvelle-Aquitaine ; pS-Eau
30	Sylvain	Cottalorda	Chargé de mission, Référent Sénégal ; pS-Eau

Le programme Solidarité Eau remercie les partenaires ayant contribué à la réussite de cet évènement du réseau Sénégal ainsi que tous les participants.





Quelques photos de l'évènement :

